

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21564 - 80ÈME ANNÉE

Élections européennes : communiqué du Parti communiste réunionnais

PCR : « Un projet réunionnais pour que la politique réponde aux attentes de la population »

Le PCR remercie les électeurs qui ont soutenu « Gauche unie pour le monde du travail » et félicite la mobilisation de tous ses militants qui, pendant 2 mois et dans toute l'île, ont rencontré la population et fait connaître nos propositions. Le PCR souligne un taux de participation à moins de 27 %, « c'est du jamais vu ». Le message est clair : « la majorité des citoyens ne se sont pas déplacés car ils n'ont pas senti que leurs préoccupations étaient prises en compte ».

Le PCR propose la réunion de toutes les bonnes volontés pour élaborer un projet au sein de la Conférence territoriale élargie. Pour le PCR, « la responsabilisation des Réunionnais sera le ferment du renouveau démocratique dans notre pays ».

Le PCR remercie les électeurs qui ont porté leur suffrage sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail » conduite par Léon Deffontaines où figurait notre candidat, Ary Yée-Chong-Tchi-Kan.

Le PCR félicite la mobilisation de tous ses militants qui, pendant 2 mois et dans toute l'île, ont rencontré la population et fait connaître nos propositions.

Le taux de participation est inférieur à 27 %, c'est du jamais vu. A La Réunion, ce scrutin, comme les précédents, a été boycotté par une majorité des électeurs. Il envoie un message clair : la majorité des citoyens ne se sont pas déplacés car ils n'ont pas senti que leurs préoccupations étaient prises en compte. La personnalisation, la réduction du champ politique à une majorité présidentielle et à l'extrême droite et les sondages ont pris le pas sur le débat d'idées et la comparaison des programmes. Dans de



telles conditions, quelle place pour les urgences du quotidien ?

Cette situation rappelle que la crise sociale, économique et politique est d'une toute autre ampleur à La Réunion par rapport à la France.

Les données de cette crise sont connues, toute comme ses raisons. Pour redresser la situation, le PCR propose depuis 2018 la réunion de toutes les bonnes volontés pour élaborer un projet au sein d'une instance créée par la loi NOTRe : la Conférence territoriale, élargie aux forces vives.

Cette proposition vise à responsabiliser les Réunionnais : à nous de proposer ce qui est bon pour nous, dans une démarche de co-construction. La responsabilisation des Réunionnais sera le ferment du renouveau démocratique dans notre pays. Il appartient donc aux membres de la Conférence territoriale de la convoquer.

Fait au Port, ce dimanche 9 juin 2024
Bureau de presse

Emmanuel Macron va dissoudre l'Assemblée nationale, élections des députés les 30 juin et 7 juillet

Le président de la République annonce des législatives dans 20 jours

Le chef de l'État a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives les 30 juin et 7 juillet. Cette décision découle du résultat du scrutin. Elle prend de cours la plupart des partis politiques et va faire disparaître de l'espace médiatique les scènes de triomphe de l'extrême droite au profit de la campagne des législatives qui sera courte mais sans doute intense : dans 20 jours, on vote. A noter la brève diffusion sur France 2 d'un sondage sur la dissolution de l'Assemblée nationale effectué dans les jours précédents les Européennes donnant 57% pour et 43% contre. Le service public audiovisuel a eu du flair.

Le chef de l'État est intervenu hier soir à l'annonce des premiers résultats. Emmanuel Macron a dit en substance avoir entendu le message des électeurs et a décidé d'y répondre à sa façon : décret de dissolution de l'Assemblée nationale en préparation avec des élections législatives dont le premier tour se tiendra le 30 juin, et le second tour le dimanche suivant. Cette décision découle du résultat du scrutin : 52 % de participation, l'extrême droite à plus de 30 %, la mouvance présidentielle à 15 %, le PS à 14 % et LFI à moins de 9 %, LR



à moins de 6 % EELV juste au-dessus de 5 % et le PCF à 2,5 %. Cette annonce a pris de court la plupart des partis politiques, en particulier l'extrême droite qui s'attendait à occuper le haut de la scène médiatique à cause du résultat des élections européennes d'hier.

Un sondage de France 2 sur la dissolution de l'Assemblée effectué avant le vote des Européennes

A noter que lors de la soirée électorale de France 2, le résultat d'un sondage ayant pour question "Êtes-vous favorable à une dissolu-

tion de l'Assemblée nationale" est apparu à l'écran. Réalisé à partir du 6 juin sur plus de 8000 internautes, il donne le résultat suivant : 57% pour, 43% contre. Le service public audiovisuel a eu du flair... De ces Européennes, il ne sera donc plus question. Toute l'attention sera basculée sur la campagne des élections législatives avec un premier tour dans 20 jours.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

La Réunion continue de perdre du terrain sur ses voisins

Emirates à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et pas à La Réunion

Le 7 juin, l'annonce d'une liaison 4 fois par semaine entre Dubaï, Antananarivo et Mahé va connecter directement Madagascar et les Seychelles au plus important hub mondial en termes de passagers. Depuis plusieurs années déjà, Maurice est reliée quotidiennement à Dubaï par un vol quotidien d'Emirates en Airbus A380. La Réunion est à l'écart de ce monde en plein développement. La politique des visas décidée par Paris pour La Réunion est un obstacle à la venue de touristes à fort pouvoir d'achat qui peuvent créer des milliers d'emplois à La Réunion, comme c'est déjà le cas chez nos voisins.

A partir du 3 septembre, Emirates assurera quatre vols par semaine entre son hub de Dubaï, Antananarivo à Madagascar et Mahé aux Seychelles. Nos deux voisins rejoignent ainsi Maurice qui est desservie depuis plusieurs années par un vol quotidien d'Emirates en Airbus A380.

Madagascar et les Seychelles seront ainsi reliées au plus grand hub du monde en termes de passagers. Ce sera aussi une ligne directe vers une des régions du monde avec le plus fort pouvoir d'achat. C'est donc une grande opportunité pour les exportateurs de produits agricoles de Madagascar.

Le tourisme redécouvre sauf à La Réunion

Emirates à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et pas à La Réunion. C'est la conséquence d'une politique d'intégration à la France qui ne permet pas à notre île de participer à cette dynamique.

C'est en effet Paris qui décide qui peut ou pas entrer à La Réunion.

En effet, à La Réunion, n'importe quel ressortissant de l'Union européenne peut entrer avec une simple carte d'identité et sans avoir à justifier un billet de retour.

Les retombées de cette politique sont très limitées pour le tourisme. Il reste en grande partie affinitaire. Les Européens vivent sur un continent en pleine crise avec des effets sur le choix des destinations. L'inflation à grandement entamé le pouvoir d'achat. Les touristes européens peuvent facilement trouver une destination où le prix du billet d'avion et le coût de la vie sont moins élevés. Les chiffres comparatifs du tourisme diffusés récemment par l'IEDOM le confirment. L'an dernier, tous les pays de notre région ont connu une augmentation importante du nombre de touristes, pas La Réunion.

Quel intérêt pour Emirates de desservir La Réunion ?

Si une compagnie comme Emirates décide de se poser dans un pays, c'est parce qu'elle estime que les conditions d'accueil sont réunies pour ses passagers à fort pouvoir d'achat transitant par Dubaï, avec des prestations à la hauteur à commencer par l'accueil.

Ces conditions ne sont pas réunies à La Réunion, car ces passagers à fort pouvoir d'achat viennent du monde entier, et pas que de l'Union européenne. Ils sont contraints de subir la politique des visas imposée par Paris à La Réunion. Il n'est donc pas question pour eux d'acheter un visa à l'aéroport en déclarant une adresse et en montrant le billet de retour comme c'est le cas à Madagascar ou à Maurice.

Ces touristes doivent faire une demande de visa dans un Consulat de France. Ils doivent non seulement fournir une adresse, mais aussi justifier d'être en possession d'une somme d'argent minimale calculée selon la durée du séjour. Ils doivent également apporter la preuve qu'ils ont payé une assurance couvrant les frais médicaux et un rapatriement. C'est ensuite le Consulat qui accepte ou pas la demande. Les refus ne sont pas rares et souvent sans autre motif que "manque de garanties", les frais engagés ne sont pas remboursés.

Si le visa est obtenu, le policier contrôlant les visas à l'aéroport est en droit d'exiger que le touriste compte devant lui l'argent en sa possession.

Parcours du combattant pour obtenir un visa de tourisme

Cette politique des visas entretient une suspicion vis-à-vis des touristes non européens. Ces démarches sont un véritable parcours du combattant. Il n'est donc pas étonnant que des milliers de riches touristes préfèrent aller dépenser leur argent à Madagascar et à Maurice plutôt qu'à La Réunion, quels que soient les atouts touristiques de notre île.

Cela prive La Réunion de nombreux touristes à fort pouvoir d'achat et des milliers d'emplois qui vont avec. Cela limite La Réunion à une seule provenance, l'Europe en déclin. Une telle politique a-t-elle pour but le développement de La Réunion où son maintien sous dépendance de transferts publics ?

Oté

Lé touzour fassil abiz dsu bann pov é sa i fé pa dézorde

Mézami, zot i koné dopi 2022 néna laba dann l'Italie in gouvèrnman d'lékstrème droite konm mouvman madam Lepen-la épi son bann program lé in pé parèye ébin figuir azot laba konm dan La franss néna in RSA mé k'i apèl pa parèye é i sorte siprime sa-soidizan sar pli fassil pou alé rode travaye. Antouléka bann pov l'Italie, zordi i gingn moityé sak zot téi gingn dopi in bon boutè tan.

Astèr toute sak i yèm malparl bann rsa dann radio épi danntélé. Toute sak i souète k'i koupe sa, si mwin lété zot plass mwin nora kalkil — mèm tourne sète foi mon lang dann mon boush — avan kritik bann RSA.

Dan La franss sé pa lékstrème droite ké lé o pouvoir mé a kou sir in bann i frikote avèk bann kapitalist mé lé pi fassil tir larzan dann la posh bann pov ké dsi bann kpitalist. Sé konmsa k'i sorte fé in nouvo réform lassiranss shomaz késtyonn rogoumante bann pèryode travayé épi d'diminyé bann pèryode indamnizé é sa sé inn an parmi bann promyé mézir lo nouvo promyé miniss la pran.

Mwin téi panss toute demoune téi sar done gouvèrnman tor, mé d'après sak mwin la antann lé pa konmsa — néna sak la done ali rézon-suivan lo mèm prinssip k'i vo myé tir dsi bann pov ké dsi bann kapitalis sirtou kan wi frékante kalité konmsa la plipar d'tan.

Biensir sak mwin lé sir sé ké in majorité zéléktèr va vote kont zot proshin zélékssion... Pétète pou vote pou léstrème droite ankor pliss akokiné avèk bann kapitalist avèk konm prinssip tir dsi bann pov pou gonf lo pla bann rish. Zot i panss pa, afors fé sa, in zour péi-la va vni difissil pou gouvèrné.

A bon antandèr salu !

Justin